

print

## Le candidat de la grande entreprise gagne l'élection présidentielle roumaine

De [Andrei Tudora](#) et [Tina Zamfir](#)

Global Research, novembre 23, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/le-candidat-de-la-grande-entreprise-gagne-lelection-presidentielle-roumaine/5415832>

Le gouvernement social-démocrate roumain est en crise politique après que son premier ministre, Victor Ponta, a été battu au deuxième tour des élections présidentielles, le 16 novembre, par le candidat conservateur Klaus Iohannis.

Ponta était considéré large favori pour succéder au président sortant Traian Basescu, ayant terminé en tête au premier tour avec 10 pourcent de plus que son concurrent Iohannis. Les sondages précédant le deuxième tour avaient en effet donné Ponta largement favori. Selon les résultats définitifs cependant, Iohannis a obtenu 54,5 pourcent des voix contre 45,5 pourcent pour Ponta. Au deuxième tour, le taux de participation de 64 pourcent représenta une hausse du nombre de votants par rapport au premier tour. Ponta a perdu des voix dans les bastions de la sociale-démocratie de grandes villes comme Constanta, Iasi et surtout la capitale Bucarest.

Ce net désaveu de Ponta dans les urnes représente un rejet de la politique qu'il a menée pendant les deux dernières années. Installé au pouvoir en 2012 suite à la crise politique créée par des manifestations massives contre l'austérité, le gouvernement mené par les sociaux-démocrates s'est distingué comme une des administrations les plus à droite et les plus brutalement anti-ouvrières que le pays ait connu en 25 ans.

En coopération étroite avec les syndicats, Ponta devint le champion du programme de l'austérité de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI). Il supervisa ainsi les licenciements de masse et le gel des salaires dans le secteur public, la privatisation des entreprises publiques et la destruction systématique de ce qui restait de l'Etat social, y compris la privatisation du système de santé.

Avec le début de la crise en Ukraine et l'encerclement de la Russie par l'OTAN, Ponta devint un ardent défenseur de la transformation de la Roumanie en avant-poste militarisé de l'OTAN et en un centre pour de nouvelles provocations contre la Russie, sans lésiner sur les coûts que cela entraînerait. Sa campagne présidentielle fut utilisée pour aggraver encore les tensions dans la région, encourageant l'ancienne république soviétique de Moldavie à accélérer son intégration européenne. Il fit le serment de devenir le président d'une Grande Roumanie avant 2018, en absorbant la Moldavie.

Un des résultats immédiats de l'intervention de la Roumanie et de l'UE en Moldavie a été la dégradation des relations avec le territoire sécessionniste de Transnistrie, qui reçoit le soutien de la Russie. Le dirigeant transnistrien, Eygheni Seyciuk se fit agresser au début du mois à l'aéroport de Chisinau pendant qu'il tentait de prendre l'avion pour Moscou. Les gardes de corps de Seyciuk furent retenus par les assaillants et remis à la police moldave qui fit une fouille de sa voiture « pour y trouver des armes ». L'attaque fut revendiquée par le Parti national libéral de Moldavie.

Le caractère essentiellement anti-démocratique de la procédure électorale

bourgeoise fut clairement visible dans des plateformes électorales rivales mais quasiment identiques et par l'exclusion politique complète d'une vaste majorité de la population.

Le président élu Klaus, bien qu'il ait essayé de se faire passer pour un technocrate non-aligné durant la campagne électorale, représente les intérêts des grandes entreprises et l'impérialisme. Tout comme le président sortant Basescu, il est proche des conservateurs européens et il reçut le soutien de la Chancelière allemande Angela Merkel pendant la campagne électorale.

Iohannis est un transylvanien de 55 ans et d'origine allemande qui a commencé sa carrière politique dans les années 1990 en tant qu'adhérent du mouvement droitier Forum démocratique des Allemands et Roumains (FDGR). A partir de 2000, il a occupé le poste de maire de la ville de Sibiu. Les relations étroites du FDGR avec le Parti national libéral pro-marché poussèrent les libéraux à soutenir Iohannis pour le poste de premier ministre en 2009, cultivant son image de technocrate et de figure extérieure au milieu politique de Bucarest. A cette époque, sa candidature fut rejetée par le président Basescu.

En février 2013, Iohannis fut invité à rejoindre le Parti national-libéral, qui était alors un partenaire minoritaire du gouvernement social-démocrate. Il fut rapidement promu à la direction du Parti, devenant son président en juin 2014. Les libéraux étaient, à ce moment-là, dans l'opposition et Iohannis a conduit le parti dans une alliance avec le Parti libéral-démocratique conservateur de l'ancien premier ministre Emil Boc.

A l'avenir, les deux partis devraient fusionner. Iohannis s'est déjà positionné comme un représentant invétéré de l'élite dirigeante roumaine. En parlant de la « position optimale » occupée par la Roumanie du fait de l'encerclement de la Russie, son programme électoral prône une présence encore plus grande des Etats-Unis en Europe de l'Est, « dans l'esprit de l'article 5 du traité de l'OTAN », et une militarisation grandissante du pays.

Selon Iohannis, « La concentration des forces dans les Etats baltes et en Pologne est importante, mais dans le nouveau contexte, une présence militaire a autant d'importance en Roumanie et en Bulgarie », afin de « créer un équilibre entre les flancs du Nord et du Sud de l'Europe de l'Est ».

La Roumanie va augmenter ses dépenses militaires, moderniser l'industrie de l'armement et accroître le rôle de ses services secrets. Ceci transformerait la Roumanie, d'après le nouveau président élu, en « un point de repère important sur la carte mondiale géostratégique, devenant un fournisseur de sécurité sur le plan régional et consolidant son rôle en tant que base opérationnelle pour les alliés principaux, y compris dans le contexte du système de défense anti-missile des Etats-Unis, dans l'attente de l'intégration de celui-ci dans le système de l'OTAN. »

Le nouveau président va aussi intensifier les provocations au sujet de la Moldavie, il a juré de rassembler toutes les factions de la bourgeoisie en un « consensus national » pour hâter l'intégration européenne de la Moldavie. Soulignant le rôle pernicieux que l'UE joue en attisant les antagonismes régionaux, Iohannis dit que mettre en opposition « la réunification » et « l'intégration [européenne] » est « faux et inutile », les deux faisant partie du même processus.

**Andrei Tudora et Tina Zamfir**

Article original, WSWS, paru le 20 novembre 2014

Copyright © 2014 Global Research